

Les Femmes, le Genre et le Traité sur le Commerce des Armes (TCA) Formation exclusivement féminin Rapport condensé

Ce projet a porté sur une série de séances intensives d'une journée de formation pour femmes seulement sur le genre et le Traité sur le Commerce des Armes (TCA). Ces séances de formation ont été dirigées par des femmes qui avaient participé à la première formation exclusivement féminine tenue à Addis-Abeba, en Ethiopie (décembre 2009) et à l'atelier de la société civile qui a suivi et dont le thème était "Soutenir le commerce des armes dans l'Est, le Sud et la Corne de l'Afrique" tenu à Addis-Abeba, en Ethiopie du 5 au 7 décembre 2009, organisé par le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), en collaboration avec le RAIAL/IANSA et Oxfam International.

Ces formations ont impliqué la société civile, les parlementaires locaux et nationaux ainsi que les médias en vue d'appuyer le travail d'un TCA qui renforce les résolutions 1325, 1820, 1888 et 1889 du Conseil de Sécurité de l'ONU, et les obligations des États en vertu du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Les formations se focalisaient sur le relèvement des normes mondiales par rapport à l'importation internationale, l'exportation et le transfert d'armes classiques et de munitions et en établissaient un lien avec les droits humains des femmes. Les sessions de formation ont établi des liens évidents entre le droit international et les normes d'un TCA qui assure une plus grande transparence et plus de responsabilité dans des transferts d'armes, qui réduit la corruption et le détournement.

Organisations

The Ceasefire Campaign (la Campagne Cessez-le-feu), Afrique du Sud

Ceasefire Campaign a tenu sa formation le 14 mai 2010 avec 12 participants dont des représentants de l'administration locale, des instituts des droits humains ainsi que des activistes de la campagne Contrôlez les Armes. Deux représentants du gouvernement ont également été invités: Pearl Nhlapo, chargée des Relations Juridiques Internationales au Ministère de la Justice, et Ingrid Kirsten, du Ministère des Relations Internationales et de la Coopération.

CECOWDA, Malawi

Le Centre de gestion des conflits et des femmes pour le développement des affaires (CECOWDA) a tenu sa formation avec 15 participants. Il y avait notamment l'Honorable Christina W. Chiwoko (Lilongwe Mapuyu Nord, Parti Démocrate Progressiste) et 14 autres participants de la société civile, le service de police du Malawi, le clergé, la presse les notables. Cette approche intersectorielle est une assurance que l'information sur un TCA sera portée vers des circonscriptions variées, et la parlementaire s'est engagée à suivre le processus et les progrès nationaux, lorsque les négociations vont commencer.

Le Centre pour la Résolution de Conflit (CECORE) et l'Initiative sous-régionale est-africain d'appui à l'avancement des femmes (EASI), Ouganda.

CECORE et EASSI ont organisé une formation commune à Kampala le 13 mai 2010 avec 28 participantes de l'armée, la société civile, des agences des Nations Unies, des ministères et des institutions universitaires entre autres. Mme Jane Mpagi, Directrice de la Condition Féminine au Ministère du Genre, du Travail et du Développement social, une partisane du contrôle des armes légères et dont la grande influence a conduit au Plan d'Action National (PAN) sur les résolutions 1325, 1820 et la Déclaration de Goma, a ouvert et a pris part à la formation. Mme Mpagi a, entre autre, mis en évidence que le statut actuel de l'Ouganda au Conseil de Droits de l'Homme est une occasion pour défier le gouvernement à mettre en œuvre les instruments ratifiés existants et faire pression pour un TCA.

Libériens Unis pour Exposer les Armes Cachées (LUEHW), Liberia

Le 12 mai 2010 LUEHW a conduit sa formation à Monrovia à l'attention des législateurs et des organisations de la société civile. La formation a réuni 2 femmes législatrices et 12 femmes de la société civile, y compris le Caucus Législatif des Femmes et des membres de la Commission nationale du Liberia sur les armes légères (LiNCSA). Nohn Kidau et Victoria Lynch de la Chambre des représentants, la chambre basse du parlement bicaméral du Liberia, ont participé activement à la

formation et fourniront des renseignements et du soutien aux autres participants tout au long du processus du TCA. Le Liberia est un fervent partisan d'un TCA.

Les Femmes dans l'Action Alternative (WAA), Cameroun

WAA Cameroun a tenu sa formation le 12 mai 2010 à Yaoundé. 16 participantes des organisations de la société civile, des étudiantes chercheurs, et des personnes travaillent dans des départements ministériels ainsi que le personnel féminin de WAA Cameroun et des stagiaires ont tous participé activement à la formation. Deux personnes importantes ont pris part à la formation, il s'agit de Madame Florence Effa, chef du Service des Nations Unies au Ministère des Relations Extérieures, et le général Nana Marie Abunaw, conseillère technique au Ministère de la Justice et Garde des Sceaux. La présence et la participation active de ces actrices clés ont été extrêmement importantes pour la formation. Madame Effa fait partie du Département des Affaires de Désarmement au Ministère National et a bien accueilli l'opportunité d'en apprendre davantage sur le TCA. Elle a promis de rendre compte à ses supérieurs et elle en a déjà fait le suivi au niveau national et aux Nations unies sur un TCA tout récemment à la 4^e RBE en juin 2010.

FECCLAHA, Kenya

L'Association des conseils chrétiens et des Eglises des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique (FECCLAHA) a tenu sa formation le 13 mai 2010 à Nairobi, en collaboration avec le Groupe de travail sur les ALPC, IKV / Pax Christi, ISS, RECSA et Saferworld. Les participantes ont également examiné des études de cas montrant comment un TCA pourrait potentiellement fonctionner avec des exemples du Sud-Soudan et de l'Afrique orientale

Les matériels et le Méthodologie

Le matériel de formation se composait d'un Guide du Formateur et du Participant avec des modules séparés pour chaque session. La méthodologie a combiné des présentations formelles et des séances interactives afin de maximiser le temps imparti très limité et couvrir un grand nombre de questions cruciales. Tel était le programme de ces séances:

Séance 1: Introduction

Séance 1.1: Mot d'accueil

Séance 1.2: Les rôles de l'engagement

Séance 1.3: Introduction aux matériels de formation

Séance 2: Les instruments internationaux

Séance 2.1: Qu'est-ce qu'un instrument international ?

Séance 2.2: Quel instrument international connaissez-vous?

Séance 3: Vers un TCA: un TCA et les droits des femmes

Séance 3.1: Qu'est-ce qu'un TCA ?

Séance 3.2: La ligne sur l'universalité et le contenu

Séance 3.3: les Femmes, la paix et la sécurité: le rôle d'un TCA

Séance 3.4: La participation des femmes dans le processus du TCA

Séance 3.5: Les étapes suivantes pour la société civile

Séance 4: Les campagnes

Séance 4.1: Les stratégies couronnées de succès

Séance 4.2: Les priorités pour les 12 prochains mois

Résumés des formations: la Connaissance devient l'Action

Dans chaque formation les participantes ont examiné les éléments de fond qui devraient être inclus dans le TCA, y compris: les obligations des États en vertu de la Charte des Nations Unies, le droit international des droits humains et le droit international humanitaire, la prévention de la violence basée sur le genre, en particulier la violence sexuelle pouvant constituer un crime contre l'humanité et un crime de guerre, et la nécessité de veiller à ce que le commerce des armes ne nuisent pas au développement socio-économique ou n'entraîne la corruption.

Les séances ont établi des liens clairs entre un TCA et les droits des femmes par rapport aux résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité. Cela a contribué à faire en sorte que les femmes puissent voir la pertinence d'un TCA dans leur travail ainsi que son impact potentiel sur leur vie.

Il y avait des divergences d'opinions entre les participantes, ce qui a permis des discussions riches sur la valeur et la nécessité d'approches différentes, y compris si un TCA devrait être universel et comprendre les engagements par tous les États membres de l'ONU ou si elle devrait être solidement formulé sur la base des Règles d'or et des principes qui mettent en valeur les droits des femmes. La formation a permis aux participantes de réfléchir sur différentes options et d'avoir un aperçu des vues et du rôle potentiel des États lors de la négociation du texte du Traité en 2012.

Chaque organisation a rendu compte des détails sur les divers instruments internationaux dont elle était au courant et qui pouvaient être soutenus et renforcés par un TCA fort et juridiquement contraignant. En plus de ceux déjà identifiés à la formation pilote exclusivement féminine tenue en Ethiopie [non reprise ici, pour des raisons de concision - bien qu'il y ait une très longue liste de divers instruments de chaque rapport], ces instruments comprenaient entre autres les Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1265 et 1296, cette dernière protège les femmes civiles et les enfants; la Déclaration de Delhi (la sécurité comme un droit humain); Charte africaine des Droits Humains et des Peuples; Charte africaine sur les élections, la bonne gouvernance et la démocratie; les principes de la SADC sur la démocratie, les élections et la bonne gouvernance; le Protocole de la SADC / le Protocole de Nairobi; la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et la Déclaration de Paris sur l'égalité des sexes.

Les étapes suivantes (certaines dépendent du financement)

Ceci est un résumé condensé de suivi dans le cadre de l'engagement de la société civile à l'appui d'un TCA afin d'assurer que les femmes sont davantage impliquées dans le processus et que leur expérience et leur expertise est pris en compte. Certaines de ces mesures dépendront du financement et, peut-être, elles pourraient être mises en priorité et soutenues tout au long de la campagne Contrôlez les Armes dans le futur, en vue de:

1. Mettre en place une campagne de sensibilisation en faveur d'un TCA à travers le média, les jeux, càd les chants, la danse,...;
2. Plaider en faveur d'un langage sensible au genre dans le TCA final;
3. Renforcer les capacités des communautés locales par rapport aux effets néfastes des transferts irresponsables d'armes sur les aspects du développement politique, social et économique;
4. Plaider pour la bonne gouvernance, par exemple en faveur de la démocratie et la tolérance zéro pour la corruption;
5. Formation d'un Groupe de Travail spécifique pour surveiller les processus des ALPC et TCA là où la Commission Nationale et le Point Focal National n'existent pas.;
6. Identifier des personnes servant de référence pour faire pression sur le Ministère des Affaires Etrangères ou de la Justice, ou même au Ministère de Genre, du Travail et du Développement social, etc;
7. Identifier des acteurs additionnels au gouvernement, au parlement et au sein de la société civile, et organiser une courte formation pour eux;
8. Participer aux réunions et conférences sur le TCA;
9. Etablir aux niveaux national et régional des réseaux exclusivement féminins sur le TCA;
10. Surveiller les transferts d'armes et la gestion des stocks gouvernementaux;
11. Les femmes qui travaillent dans différentes institutions de sécurité devront faire la sensibilisation au sujet du TCA dans leurs lieux de travail respectifs;
12. Faire partie des délégations gouvernementales lors des réunions et conférences sur le TCA à l'ONU;
13. Soutenir le renforcement des capacités des femmes et groupes des femmes travaillant sur les questions relatives au TCA aux niveaux national et régional;
14. Développer une base des données des ressources au sujet de femmes et TCA;
15. Inviter les organisations à créer dans leurs activités un espace consacré à la sensibilisation pour un TCA;
16. Utiliser des études des cas pour générer des messages sur l'impact des armes sur les femmes;
17. Organiser des actions collectives au cours desquelles les femmes peuvent publier leurs idées, à travers l'information, l'éducation et les matériels de communication;
18. Appliquer et diffuser chez soi les messages des autres acteurs internationaux qui sont pertinents dans leurs contextes (ex: Désarmer la violence domestique);

19. Mener la sensibilisation des femmes dans contextes variés (par ex: le conflit, connaitre comment communiquer leurs problèmes);
20. Les représentants des groupes doivent partager l'information sur la manière dont ils intègrent le TCA dans leurs programmes;
21. Créer un TCA-forum pour sensibiliser les officiels gouvernementaux;
22. Impliquer davantage d'acteurs, notamment ceux des communautés affectées, pour leur donner l'information de première main, même si cela nécessite la tenue des réunions dans les zones rurales où l'on peut les atteindre.

Evaluation

Les formations se sont terminées par des exercices d'évaluation sur la pertinence, la méthodologie, le niveau et le caractère inclusif de cette formation (la capacité de chaque personne à puiser dans l'expertise des autres participantes). Les participantes ont donné la marque allant de 1 à 4 (4 étant 'très satisfait' et 1 'très insatisfait') à chaque session. La majorité des participants ont exprimé leur satisfaction car ils ont trouvé l'exercice enrichissant. Certaines ont exprimé le désir de participer à beaucoup plus d'exercices de cette nature à l'avenir. Cependant, certaines femmes pensent que la formation était trop courte, qu'elle mettait en lumière la nécessité de sensibiliser davantage les femmes et le grand public, et qu'il est nécessaire de continuer à promouvoir et à renforcer la campagne du TCA au sein de leurs pays et communautés. La plupart ont indiqué qu'elles étaient entrain d'apprendre des nouvelles notions et ont exigé plus de temps et d'occasions pour comprendre encore plus sur les instruments internationaux et les TCA.

Contribution d'Oxfam GB

Organisations	Montant en \$US
Ceasefire Campaign	1 000
Centre for Conflict Management and Women Development Affairs (CECOWDA)	1 000
Centre for Conflict Resolution (CECORE)	1 000
Fellowship of Christian Councils in the Great Lakes & Horn of Africa (FECCLAHA)	1 000
Liberians United to Expose Hidden Weapons	1 000
Eastern Africa Sub-regional Support Initiative for Women Advancement (EASSI)	1 000
Women in Alternative Action (WAA Cameroon)	1 000
TOTAL	7 000